

Quelles seront les suites de la grève du 11 décembre ?

LA GREVE du 11 décembre fut un succès. Ce fut une manifestation impressionnante de la puissance de la classe ouvrière qui montre qu'elle peut littéralement paralyser tout le pays. Par comparaison avec des mouvements similaires dans les années passées, on constate qu'elle a été plus étendue, que le mécontentement a grandi : les travailleurs des secteurs public et nationalisés sont irrités par le retard de leurs conditions de travail sur celles de l'industrie privée et par l'impossibilité d'avoir une véritable discussion avec l'Etat-patron : les travailleurs du secteur privé sont inquiets du fait qu'ils n'obtiennent plus des avantages comme c'était encore le cas il y a quelques années, quand le plein emploi leur rendait le marché du travail favorable.

Ce mécontentement peut aussi se mesurer au fait que plus de trois millions de travailleurs acceptent, en faisant grève, de perdre une journée de travail tout en sachant que cela ne peut changer les décisions du gouvernement.

Que va-t-il advenir ? La question a été posée dans bien des assemblées ouvrières avant le 11 décembre, car bien des militants demandent que l'action soit prolongée.

Le problème n'est pas, en effet, celui d'une grève générale de 24 heures, qui ne saurait à elle seule faire céder le gouvernement et le patronat. Des mouvements de ce genre n'ont de sens que s'ils constituent des appels au rassemblement pour engager ultérieurement une épreuve de force des industries et des corporations à travers tout le pays.

Or, les dirigeants des centrales syndicales n'ont pas l'intention d'engager des

luttons de fond, car ils ne veulent pas affronter le pouvoir (ce qu'impliqueraient de telles luttes). Les mouvements d'une ampleur comme celui du 11 décembre ont une signification politique : ils s'insèrent dans le cadre de luttes électorales qui vont se dérouler en 1965 et qui fixeront le sort du pays pour une période plus ou moins prolongée.

Sur le plan des luttes syndicales et revendicatives, on assiste à de savantes manœuvres, à des pressions d'une centrale sur l'autre, mais même au terme d'un grand mouvement comme celui du 11 décembre, l'unité d'action de la classe ouvrière ne progresse pas très sensiblement : la politique gouvernementale et patronale suscite de puissantes manifestations, mais les organisations n'offrent aucune perspective et aucun but effectifs à la classe ouvrière.

Certes, indépendamment de la politique des organisations, les travailleurs ont leur développement propre. Il y a deux ans, les mineurs s'engageaient dans une lutte très dure pendant plusieurs semaines, à la surprise de tous, y compris des directions syndicales et du gouvernement. Il n'est pas impossible que le mécontentement qui grandit ne provoque au cours de l'année 1965 des mouvements dans certaines corporations ou industries. La bureaucratisation des organisations empêche un véritable dialogue entre les cadres et les militants et les grandes masses organisées et surtout inorganisées. Ceci rend les prévisions très difficiles. Mais le mécontentement grandissant et l'animation politique que provoqueront inévitablement les événements de 1965 permettent de penser qu'une certaine clarification de la situation se produira au cours de la nouvelle année.

avec la probabilité du retour aux 48 heures hebdomadaires en janvier. Renault entend, en effet, augmenter sa production, en prévision des commandes escomptées pour le printemps.

La combinaison de ces phénomènes a provoqué un certain tonus succédant au marasme de la rentrée des congés. C'est ce qui explique une participation relativement importante aux débrayages d'une heure le 2 décembre, et d'une heure trente le 11 décembre avec rassemblements et manifestations de rues dont la dernière, place Sembat, réunissait 8.000 travailleurs. Le nombre de grévistes est également en augmentation notable par rapport aux mouvements des dernières années.

Depuis... la direction a reçu les organisations syndicales et leur a proposé de reconduire l'accord de 1962 sans aucune amélioration. C'est la stabilisation...

Les syndicats qui avaient mené campagne depuis 1962 pour la réduction du temps de travail évoquée dans l'accord se considèrent bernés et les militants, comme la masse du personnel, également.

Les syndicats C.F.D.T., F.O. et la C.G.T. à la deuxième réunion (pour la signature proprement dite) ont refusé la reconduction : seule la C.G.C. signerait...

Pour l'instant, la C.G.T. organise une consultation de ses syndicats dans laquelle elle exprime l'idée qu'il n'est pas souhaitable de SIGNER DANS LA PERIODE ACTUELLE. Elle affirme parallèlement avec beaucoup d'énergie son attachement à une politique d'accord négocié. Jusqu'à présent, ce sont les militants les plus responsables qui attirent l'attention des syndiqués sur les dangers de suspension de l'accord. « Il faut bien examiner tous les aspects... » « Ne nous emballons pas... » « Nous ne sommes pas pressés de signer », etc. ...

A l'heure actuelle, certains syndicats C.G.T. des usines de province, le syndicat des mensuels C.G.T.-Billancourt ont pris position contre la signature. Très probablement la position définitive ne sera prise qu'après consultation du bureau confédéral. Les avantages Renault (dont le Fonds de régularisation de ressources) étant revendiqués comme modèle par un nombre important d'entreprises de la métallurgie, leur remise en cause pourrait provoquer un certain désarroi de certains syndicats.

En définitive, le choix concernant la signature ou non de l'accord implique toute une appréciation de la situation, du rapport de forces et des perspectives. C'est là-dessus que rapports patrons-syndicats vont se mesurer très prochainement.

DUPARC.

L'U. E. C.

à la veille de son congrès

ALORS que les prémisses d'une crise profonde commencent à apparaître dans le PCF et la JC, l'organisation des Etudiants Communistes « en pointe » depuis près de 4 ans va sans doute, dans les mois qui viennent, connaître un relatif et provisoire recul politique. C'est, en effet, au mois de Février ou de Mars que doit se tenir son VIII^e Congrès. Celui-ci va s'ouvrir dans les conditions tout à fait différentes des années précédentes. Le Bureau national sortant va se présenter devant une assemblée dans laquelle il ne pourra guère compter sur plus de 5 % des mandats ; la « gauche », quant à elle, majoritaire dans certains secteurs parisiens et dans une ou deux villes de province, fortement minoritaire, ailleurs, regroupera environ 25 % des mandats. Le reste ira pour la plus grande part à ceux qui suivent la « juste ligne du XVII^e Congrès de notre parti ». Cette majorité est aujourd'hui si évidente que déjà la section de Toulouse, fidèle porte-parole du Comité Central, menace de convoquer elle-même le Congrès si celui-ci ne se réunit pas avant le 15 février.

Ce nouveau rapport de force était assez prévisible ; à tel point que la direction du parti a préféré attendre plutôt que d'employer la trique. Elle ne se priva pas pour autant, partout où cela fut nécessaire d'employer son appareil pour gagner quelques villes ou secteurs hésitants, comme à Bordeaux où le secrétaire fédéral, membre du Comité Central, Rieux n'hésita pas à envoyer une circulaire à tous les secrétaires de sections à la veille d'élections à l'intérieur de l'UEC pour que les étudiants membres du parti soient à même de bien voter la chute du « groupe dirigeant », du bureau de ville UEC.

Rieux crut même utile de préciser ses méthodes en envoyant une paire de gifles à un secrétaire national de l'UEC venu demander des explications. Cet incident mis de côté, il apparaît qu'aujourd'hui la majorité des adhérents de l'UEC préfère adopter la ligne du parti, sans être pour cela des « staliniens », plutôt que de réélire une direction qui a fait la preuve de sa faillite.

Dans un article précédent nous avons essayé de montrer pour quelle raison la crise publique entre l'UEC et le PC se trouvait limitée dans son développement étant donné ses bases de départ. La lutte pour la démocratie et le droit à la discussion ne peut constituer à elle seule, une ligne politique susceptible d'enthousiasmer un mouvement. Pendant toute une période de cette lutte avait permis de justifier, face à la direction du PC, l'acquis de l'UEC quant à ses actions d'avant-garde contre la guerre d'Algérie et l'OAS. Elle avait permis, aussi, une différenciation politique entre les divers courants de l'Union et, ainsi, l'apparition d'un courant critique de gauche.

Mais aujourd'hui les problèmes posés aux organisations politiques sont plus complexes et c'est ici qu'apparaissent les limites d'un mouvement étudiant. La direction de l'UEC s'est aperçue de la nécessité de replacer les luttes étudiantes dans la stratégie générale des forces ouvrières mais, une fois de plus, elle s'est enlisée en essayant de prendre ses désirs pour des réalités. Devant la carence de la direction du PCF à offrir une perspective claire de combat, la direction de l'UEC s'est efforcée de remplacer le PCF en essayant elle-même de définir un « programme autonome ». Elle a eu recours pour cela à des thèses déjà formulées par un autre PC, celui d'Italie. Cette volonté d'élaboration se trouvait à ses yeux amplement justifiée par son analyse du milieu étudiant d'où ressortait le rôle nouveau de ce milieu, partie intégrante des « couches nouvelles », dans le « nouveau bloc historique » ; rôle à peu

près identique à celui de la classe ouvrière.

C'est cette confusion fondamentale qui a plongé l'UEC, isolée du PC et de la JC, dans le marasme actuel. En fait, cette confusion a des racines très profondes qui découlent de l'incompréhension de ce qu'est le PCF, de ses perspectives et, d'une façon plus générale, du rôle d'un parti révolutionnaire d'avant-garde dans une stratégie de luttes de classe. Il est d'ailleurs intéressant de constater que dans ce domaine les dirigeants de l'UEC, suivent parfaitement l'orientation vers laquelle évolue aujourd'hui la direction du PC italien. Notre critique du Stalinsme portera ses fruits non pas en attaquant sans cesse le « stalinsme » en soi, sans être toujours bien compris, mais en mettant en cause dans nos explications certains aspects fondamentaux, comme la notion de parti d'avant-garde, qui fut escamotée sous Staline et est aujourd'hui ouvertement attaquée.

Face à cette situation que peuvent faire les militants révolutionnaires de l'UEC. Tout d'abord il importe dans la période présente d'expliquer les raisons de ce nouveau rapport de force sans duper les militants quant à une « éventuelle victoire » au Congrès. Un certain nombre d'adhérents et même de dirigeants quitteront vraisemblablement l'organisation après le Congrès dans la mesure où leur militantisme ne participait pas d'une compréhension à long terme du processus de reconstruction d'un parti révolutionnaire. Pour ceux qui possèdent une vision plus complète de la crise du mouvement communiste il importe peu d'engager un quelconque baroud d'honneur qui compromettrait les luttes à venir. La préparation du Congrès ne peut pas être considérée comme une perspective finale.

La formation théorique de base est une nécessité dans une organisation telle que l'UEC où le désir de recherche et de nouveauté devient une tarte à la crème qui encourage toutes sortes de révisionnismes quand cette recherche ne part pas de connaissances élémentaires indispensables (Cf. l'article de J. Semprun dans « Clarté » pour qui le marxisme n'est qu'un début).

Sur la base de la compréhension de la nécessité de lutter au sein du mouvement communiste, sur la base d'une claire conscience du rôle de l'organisation communiste, il sera possible de regrouper une véritable gauche militante qui servira d'infrastructure aux prochaines crises politiques à l'UEC.

En reprenant en main l'UEC l'appareil du parti sera obligé de tenir compte de tout un acquis, d'autant plus que lui-même se trouve dans une période de crise profonde. Ce qui est certain c'est que la prochaine phase de la crise à l'UEC fera partie intégrante d'une crise similaire à la JC et rencontrera une résonance beaucoup plus profonde à l'intérieur du PCF.

Déjà, dans la JC, le malaise ne fait qu'augmenter après l'exclusion des 7 cercles de la JC de Cannes qui regroupaient près de 200 militants. D'autres cercles sont visés. Plusieurs rédacteurs de « Nous les Garçons et les Filles » ont été chassés de leurs postes. Ce journal lui-même ne dépasse pas les 60.000 exemplaires à la vente, ce qui occasionne chaque année près de 20 millions de dettes pour le PC. Peu à peu se préparent dans l'ensemble du Mouvement de la Jeunesse Communiste les conditions de formation d'une opposition organisée et coordonnée. Dans cette évolution l'UEC aura joué un certain rôle. A la veille de l'échec provisoire que risque de subir l'organisation étudiante, ses militants doivent comprendre que la lutte continue et qu'elle est appelée à prendre une ampleur bien plus considérable que par le passé.

Henri ANCELOT.

CHEZ RENAULT

Pas d'accord avec l'accord

CETTE FIN D'ANNEE 1964 coïncide avec l'expiration de l'accord Renault conclu pour une période de 2 ans à la fin de 1962.

On se rappelle qu'à l'époque, Renault inaugurait dans l'automobile la 4^e semaine de congés payés. C'était à l'aube de l'année 1963 qui allait être celle de la production-record absolue de cette entreprise.

Depuis, les difficultés que l'on connaît dans l'automobile sont apparues... et dans la bataille forcenée à laquelle se livrent les producteurs, les revendications passent à l'arrière-plan.

Dans l'usine, la situation se présente ainsi. Les réductions d'horaires, les jours chômés avaient provoqué des départs importants, surtout de la part des ouvriers spécialisés. (Fin octobre, près de 650 pour Billancourt avaient encore pris leur compte). La perte de salaire était en effet importante (9,27 % en moins dès octobre).

C'est ce qui explique en partie que les jours chômés soient supprimés depuis novembre et que l'horaire de travail ait progressivement augmenté à 44 ou 48 heures

ABONNEMENT — 1 an : 10 F
● Sous pli fermé : 15 F ● De soutien : 20 F ● C.C.P. 19.591.39
Paris

Nos bureaux sont ouverts tous les jours ouvrables, de 15 heures à 19 heures, 21, rue d'Aboukir Paris-2^e - Tél. : GUTENBERG 06-57.

Le directeur de publication : G. DAVY

Imp. « E.P. », 232, r. de Charenton Paris-12^e